



Lettre n° 3 du 15 juillet 2016

Au sommaire :

- Capitaliser les acquis du mouvement pour préparer les prochaines étapes de l'affrontement - *Isabelle Ufferte*
- La CGT entre radicalité et intérêts d'appareil, formuler une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière - *Laurent Delage*
- «Séparation du Medef et de l'Etat»... on fait comment ? - *François Minvielle*

Ce numéro de Débat révolutionnaire consacré au mouvement et à ses suites paraît en ce 15 juillet comme cela était prévu alors qu'un terrible attentat a eu lieu, hier soir à Nice, faisant 84 morts et 18 blessés graves. Nous exprimons notre solidarité avec les victimes, leurs familles, leurs proches face à cette violence terroriste, aveugle, meurtrière et barbare contre la population.

Elle ne peut que semer la haine et la peur, diviser et dresser les peuples les uns contre les autres au profit des forces les plus réactionnaires et de ceux qui les dominent et les oppriment, ici comme au Moyen Orient, en Afrique ou dans le monde. Elle fournit un terreau aux préjugés nationalistes, chauvins, racistes et militaristes.

Même si, à l'heure actuelle les motivations de celui qui a perpétré cet affreux massacre sont inconnues, ni l'attentat revendiqué, le lien avec la guerre au Moyen Orient et l'Etat islamique fait peu de doutes. Ses répercussions politiques seront lourdes.

Cet attentat est une nouvelle démonstration que la politique du gouvernement et de l'Etat est non seulement impuissante à empêcher la guerre qu'ils mènent de se répercuter dramatiquement ici même mais que leur propre violence militaire meurtrière, les surenchères guerrières entretiennent le terrorisme.

Enrayer cette logique barbare passe par l'arrêt des interventions militaires françaises en Afrique comme au Moyen Orient. A l'opposé François Hollande venait de décider leur renforcement par l'envoi du porte-avions Charles de Gaulle en Méditerranée orientale et vient d'annoncer l'intensification de la guerre en Syrie et en Irak.

Le déploiement des forces militaires des grandes puissances sous la houlette des USA n'a pas pour objectif d'en finir avec le terrorisme mais bien de perpétuer leur domination au prix d'une montée du terrorisme. C'est bien leurs guerres qui ont engendré le monstrueux intégrisme religieux de l'Etat islamique

La lutte contre le terrorisme, c'est en finir avec le terrorisme des grandes puissances contre les peuples. C'est la lutte pour la démocratie et nos droits, poursuivre notre mobilisation sociale et politique contre tous ceux qui veulent nous diviser et nous faire taire.

Débat révolutionnaire

Capitaliser les acquis du mouvement pour préparer les prochaines étapes de l'affrontement

Heureux de son défilé, Hollande n'avait rien à dire, ce 14 juillet, aux salariés, aux classes populaires. L'arriviste Macron a pour lui, comme pour les journalistes, bien plus d'importance. Affichant son indifférence arrogante, il a justifié sa loi Travail qui valait bien beaucoup d'impopularité ! Que lui importe la démocratie, il est là pour servir les patrons et les banques, il entend continuer et voudrait même remettre ça pour un quinquennat.

La semaine précédente, Valls avait sans surprise sonné la fin de la farce parlementaire avec un deuxième 49-3. Pitoyable victoire... tandis que les prétendus frondeurs et alliés affichaient une nouvelle fois leur inconsistance à la recherche d'une motion de censure dont de toute évidence personne ne voulait...

Le gouvernement et le patronat ont donc pour l'essentiel gagné cette manche, le mouvement n'a pas été en mesure

de stopper l'offensive même s'il a limité les coups portés, comme en témoigne le recul imposé à la direction de la SNCF. Mais les quatre mois de mobilisations ont changé bien des choses, en premier lieu parmi ceux qui s'en sont fait les militant-e-s. Des acquis précieux pour préparer la suite de la confrontation, alors que la crise politique s'amplifie, que le gouvernement se déchire dans un grand déballage de rivalités et d'appétits...

Dans ce contexte, il est certes positif que l'intersyndicale du 8 juillet ait d'ores et déjà décidé d'une date de mobilisation à la rentrée mais le communiqué appelant à une « *journée d'actions et d'initiatives* » le 15 septembre et invitant cet été à... envoyer une carte postale à Hollande illustre le peu de perspectives des directions syndicales. Il est clair que la suite, les prochaines étapes auront besoin d'une politique, d'un plan d'ensemble, et cela dépend de celles et de ceux qui ont construit le mouvement, lui ont donné sa puissance et en ont été les militant-e-s.

Retour sur les acquis du mouvement...

En quatre mois de mobilisations ponctuées par 12 appels de l'intersyndicale, le mouvement a trouvé les moyens de durer et de se renouveler. Pluriel, multiforme, il s'est enrichi de luttes diverses qui s'en sont nourries et l'ont construit. Et s'il est resté minoritaire, il a gardé tout au long une majorité d'opinion.

Dès la première journée du 9 mars avec l'appel de la jeunesse, ce sont les militant-e-s du mouvement qui lui ont donné sa dynamique et son rythme. L'intersyndicale s'est adaptée et a suivi, souvent à minima.

La jeunesse a donné son impulsion à la lutte, l'a marquée par sa liberté, sa vitalité, son absence de « passif » et d'illusion dans « la gauche »... Une dynamique qui a encouragé des salariés révoltés, pas forcément organisés ni en contact avec des syndicats. Le ras le bol, la colère contenues jusque là ont pu s'exprimer, le sentiment d'impuissance a laissé place à une confiance nouvelle qui s'est exprimée dans des grèves dans des secteurs difficiles, très précaires, des petites entreprises... Cela a encouragé en retour les militants les plus combattifs, donné confiance et aidé des syndicalistes à se libérer de la pression des appareils. Et même si, au sein des syndicats, la participation active au mouvement a été minoritaire, les pesanteurs ont été bousculées et les directions syndicales en partie déstabilisées. Ce caractère contestataire, revendiquant la démocratie, la liberté de dire et de faire, a continué à marquer le mouvement même quand la participation de la jeunesse a faibli.

Une importante expérience politique collective a été faite par tous ceux qui se sont fait les militant-e-s de la lutte : état d'urgence, interdiction de manifestations et répression à grande échelle, 49-3, rôle de l'Etat, nature des institutions... mais aussi capacité à exercer une pression sur l'intersyndicale et le cours du mouvement... La période a été riche en rencontres, débats, confrontations par-delà les appartenances -ou pas- à des organisations syndicales ou politiques. C'est un acquis essentiel de ces quatre mois : des militant-e-s ont fait l'expérience de penser en-

semble pour agir, confrontant leurs idées, leurs débats à l'épreuve de la lutte.

Fin de la « Gauche »... et impasse institutionnelle

Le mouvement a amplifié la rupture avec le PS dont les locaux étaient pris pour cible au même titre que ceux du Medef. A l'approche de 2017, ce discrédit exacerbe les rivalités et fait fleurir les vocations sur les cendres du PS, telle celle du banquier Macron qui, encore membre du gouvernement, se voit « *commencer à écrire une nouvelle histoire* » avec « *toutes celles et ceux qui veulent juste changer le pays* »...

Une déroute dans laquelle est plongé le PCF, allié fidèle aujourd'hui sans politique, tétanisé, dont les militants assistent au déchirement entre Buffet ralliée à Mélenchon, et Laurent qui agite la menace du retour de la droite et de l'extrême-droite pour appeler à une impossible « *seule candidature à gauche de Hollande* » incluant frondeurs PS, Verts et ex-FdG...

« Le cartel Front de gauche n'existe plus. La confiance, aussi, est morte » a répondu Mélenchon. Et le candidat de préciser, en toute modestie : « J'ai intérêt à me tenir très à distance de tout cela, pour indiquer que le bien commun que je suis et le personnage fabriqué par notre histoire commune depuis 2012 ne sont pas encalminés là-dedans »... Mais celui qui prétend représenter la « France insoumise », qui veut « *dégager la caste* » tout en restant sur un terrain institutionnel, dérive de plus en plus vers le populisme souverainiste, une politique contraire aux intérêts des travailleurs. Le 5 juillet dernier, à la tribune du Parlement européen, il s'est ainsi laissé aller à déclarer à propos de l'Europe : « *c'est une Europe de la violence sociale, comme nous le voyons dans chaque pays chaque fois qu'arrive un travailleur détaché, qui vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place* » (propos qu'il a maintenus a posteriori)... Ce ne serait donc plus le patron, français ou pas, qui vole le pain de l'ouvrier... c'est l'ouvrier d'à côté, turc ou polonais ?

Quant aux militants d'Ensemble !, la troisième composante de l'ex FdG, ils sont pris au piège de la logique de leur politique, leur porte-parole Clémentine Autain en étant réduite à craindre la « *logique mortifère* » de l'affrontement Laurent-Mélenchon...

Prolonger les acquis pour préparer l'affrontement, porter les idées du socialisme et du communisme

Face à cet effondrement annoncé de la « gauche », les acquis du mouvement portent l'avenir. Ils sont un point d'appui pour reconstruire un parti des travailleurs pour les luttes de classes. Il n'y aura pas de voie institutionnelle pour s'opposer à l'offensive que mènent la bourgeoisie, son gouvernement et son Etat pour faire payer la crise du capitalisme au monde du travail. L'affrontement se mène et se mènera sur le terrain de la lutte de classe. C'est sur ce terrain que les exploités développent leur propre politique pour faire valoir leurs propres intérêts, ceux de

toute la société même si ils sont prêts à faire entendre leur voix sur le terrain des élections et au sein même des institutions de la bourgeoisie.

Préparer cet affrontement nécessite de tirer ensemble les bilans avec les militants du mouvement, organisés et non organisés, syndicalistes ou politiques, ou les deux, de prendre la mesure des acquis pour pouvoir les faire fructifier, de s'appuyer sur eux pour prolonger les prises de conscience et les ruptures, dépasser les faiblesses.

Un travail militant important est en cours pour aider à regrouper les militant-e-s du mouvement, à poursuivre les débats en redonnant toute leur place aux idées de la lutte

de classe, de l'émancipation, les idées du socialisme et du communisme qu'ont depuis longtemps bafouées le PS et le PCF mais que sont en train de découvrir ou de se réapproprier des militants de toutes générations.

Cela rejoint le projet du NPA, le rassemblement pour construire un parti démocratique et révolutionnaire, anti-capitaliste, assumant la continuité des idées socialistes et communistes. Et c'est le sens de la campagne que nous voulons mener autour de la candidature de Philippe Poutou.

Isabelle Ufferte

La CGT entre radicalité et intérêts d'appareil, formuler une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière

Ces derniers mois, la CGT a suscité un véritable flot d'insultes vu la place qu'elle a occupée dans la lutte contre la loi travail : « casseurs », « chienlit », jusqu'à Gattaz qui a assimilé les militants CGT à des « voyous » et des « terroristes » !

Au-delà de la haine de classe de tous ces privilégiés, s'exprime une réalité politique. De fait, après 4 mois de mouvement pour le retrait de la loi Travail, Martinez et la CGT tournent le dos à la politique de quasi-soutien à Hollande menée par la centrale depuis 2012.

Quel est le contenu de cette nouvelle radicalité de la CGT et quelle est la part de défense de ses intérêts d'appareil dans la situation actuelle ? Qu'en est-il de la politique du « dialogue social » dans la CGT aujourd'hui, parmi les militants, parmi les travailleurs qui sont intervenus dans le mouvement ? Quels débats mener dans les syndicats pour renforcer la conscience de classe, pour aider à comprendre les évolutions et armer les militants, les travailleurs, la jeunesse à affronter la période qui vient ?

Le mouvement et une crise interne obligent la CGT à aller plus loin qu'elle ne le voulait

L'affaire Lepaon a été l'expression d'une profonde crise dans la CGT. Mais au-delà de la question de son train de vie, c'est bien le problème de la politique de soutien à Hollande qui a suscité la colère de bien des militants.

En effet, les mauvais coups ne datent pas de la loi El Khomri. Dès 2013, Hollande et Ayrault imposent l'ANI et une contre-réforme des retraites avec le passage à 43 annuités pour l'obtention du taux plein. Puis viendront le pacte de responsabilité, les cures d'austérité dans les services publics pour le financer, les attaques contre les droits syndicaux avec la loi Rebsamen, etc. Face à ces reculs, la CGT reste passive, ce qui nourrit un profond mécontentement dans le syndicat qui va conduire à l'éviction de Lepaon mais aussi à des congrès houleux comme celui de la Santé.

Dans ce contexte, Martinez et la nouvelle équipe dirigeante vont d'abord se montrer prudents, en se situant dans la même continuité politique. En septembre, il ex-

plique au Monde « *le syndicalisme, par essence, est réformiste* » en refusant le qualificatif de « *contestataire* ». A l'annonce de la loi El Khomri, le 1^{er} communiqué de l'intersyndicale sera d'ailleurs sur le terrain de la CFDT, en déclarant que les organisations signataires sont « *disponibles pour engager le dialogue* »... Pas un mot sur le retrait de la loi dans son ensemble. Pas de plan de bataille non plus, si ce n'est la journée déjà prévue par la CGT le 31 mars.

Heureusement, les organisations de jeunesse lancent un appel à manifester le 9 mars, que des syndicats relaient dans les entreprises, en prenant position ouvertement pour le retrait de la loi, ce que la direction de la CGT va reprendre. En quelques jours, des syndicats, des UD, des intersyndicales locales appellent au final à la grève pour le 9 mars qui sera un vrai succès.

C'est dans ce contexte, après plusieurs journées de manifestations que s'ouvre le congrès de la CGT en avril. Pour Martinez et la nouvelle direction, l'enjeu est de faire oublier l'affaire Lepaon, mais aussi de relancer l'appareil concurrencé par la CFDT sur le terrain du « dialogue social » et qui talonne la CGT lors des dernières élections professionnelles. Cette situation impose à la CGT de s'affirmer face au gouvernement qui joue à fond la carte de la CFDT, en ne laissant comme marge de « *dialogue social* » que le ralliement le plus total à sa politique.

Mais surtout le mécontentement s'exprime dans le congrès, traduisant certes une influence grandissante de l'extrême-gauche dans la CGT, mais exprimant surtout la colère de tout un milieu de militants, PC, Front de gauche ou proches qui veulent en découdre avec le gouvernement.

Cela se traduit par des votes particulièrement critiques : le bilan d'activité recueille 59 % de vote pour et le rapport d'orientation 62,77 %. La partie sur le « *syndicalisme rassemblée* » avec la CFDT ne passe qu'avec 57,6 % de votes pour. Une première à la CGT ! De même, le débat nourri sur le mouvement et ces suites se traduit par une motion appelant à la grève et sa reconduction pour imposer le retrait de la loi.

Si l'appareil n'a pas changé lors de ce congrès, un virage a tout de même été pris, celui de la rupture avec le gouvernement PS à laquelle aspire une large base de la CGT. D'ailleurs, le PS ne s'y est pas trompé, à l'image de Cambadélis dénonçant un « *cours gauchiste (...)* Les congressistes de la CGT ont crié les socialistes dehors. Je constate donc que les socialistes n'ont plus droit de cité dans la CGT ».

Dans le mois qui a suivi, l'intersyndicale et la CGT en particulier ont déployé une politique d'appels à la grève et de blocages dans les secteurs stratégiques comme les ports, les raffineries, les transports, etc. Au point que Martinez est qualifié de « *chef de l'opposition* » par la presse. Pour la direction de la CGT, il n'est pas question de se retrouver lié à ce gouvernement, ni même au PS, alors qu'il atteint des records d'impopularité qui annoncent une véritable déroute en 2017. En fait, elle se prépare surtout à être dans l'opposition par rapport à un futur gouvernement dont la politique sera pire que celle de Valls, tout en répondant à l'état d'esprit et aux aspirations de nombre de ses militants.

Radicalisation... et crainte du débordement

Si la CGT appelle au blocage dans certains secteurs clefs, elle le fait avant tout là où son appareil est le plus fort et lui permet de contrôler le déroulement du mouvement. Par contre, dans d'autres secteurs comme à la SNCF, elle défend les journées de grève éclatées, freine des quatre fers pour retarder l'appel à la reconductible et surtout combat les initiatives d'auto-organisation des grévistes.

De même, elle manifeste bien souvent une crainte des jeunes, vite qualifiés de « casseurs » comme le répète la presse, qui sont pourtant de ceux qui ont impulsés la lutte contre la loi depuis le 9 mars. Pour la CGT, FO, avoir une politique vis-à-vis de la jeunesse se résume à la présence de l'UNEF et la FIDL aux intersyndicales... Par contre, dans bien des villes, les manifestants seront solidaires des jeunes quand ceux-ci veulent passer devant dans les manifestations ou quand les flics tentent de les isoler du reste du cortège.

Comment penser radicaliser le mouvement ou bloquer le pays, sans prendre le risque d'être débordé ? Comment imaginer les confrontations qui sont devant nous sans mouvement qui sorte justement des cadres habituels ? La question n'est pas de savoir, comme le pensent les appareils, comment garder la main et le contrôle sur le mouvement, mais quelle politique formuler pour la jeunesse, pour les travailleurs, pour tous ceux qui en ont assez et qui ont commencé à le dire durant ce printemps dans les cadres les plus divers.

Malgré cette mobilisation, si les grèves attirent une forte sympathie parmi les travailleurs et dans l'opinion, elles ont du mal à dépasser le cadre des journées interprofessionnelles. Le mouvement ne parvient pas à s'ancrer massivement dans les entreprises. Le poids des reculs est d'autant plus important que pendant des années, les directions syndicales sont restées l'arme au pied, sur le

terrain du « *dialogue social* », désertant l'idée qu'on peut s'opposer à la dégradation sociale par la lutte collective.

C'est aussi une des limites de cette radicalisation de l'intersyndicale, le plus symptomatique étant la politique de FO à cet égard. Mailly peut prendre la posture du retrait et appeler dès le mois de juillet à l'abrogation de la loi pour la journée du 15 septembre, en même temps, FO signe un accord à PSA qui est un véritable recul et anticipe la loi El Khomri avant l'heure. Au nom de l'embauche de 1000 salariés en CDI, tous les syndicats sauf la CGT viennent de signer un accord prévoyant 2500 départs en « congés seniors » (préretraites à seulement 70 % du salaire), des mesures de mobilité pour le personnel et davantage de flexibilité avec 12 samedis supplémentaires en cas de hausse d'activité sans paiement de toutes les heures supplémentaires. Quelle duplicité entre les postures générales et la soumission aux « *intérêts de l'entreprise* » sur le terrain, surtout quand PSA annonce 1,2 milliard d'euros de bénéfice net, une première depuis 2010 !

De ce point de vue, la CGT a assumé son opposition au gouvernement, en lançant ses forces pour élargir la lutte. Mais même si la rupture avec Hollande et Valls est consommée, la politique de « dialogue social » de la CGT continue.

Ainsi, on a pu voir Martinez faire des propositions le 17 juin à El Khomri sur la base du « code du travail du XXIème siècle »... en plein mouvement exigeant le retrait de la loi ! A la sortie, celui-ci déclarait : « *c'est le gouvernement qui gouverne et c'est lui qui a la main. On n'a pas écrit d'amendements, on a fait des propositions* ». Pas question de poser le problème politique de qui dirige ? Pour la CGT, face à la situation de confrontation majeure qui se met en place, il s'agit de faire des « propositions ». Mais qui pourraient les appliquer ? Un hypothétique « vrai » gouvernement de gauche, alors que celle-ci est en pleine déroute ? En fait, la direction de la CGT, prisonnière de ses intérêts d'appareil, ne veut pas et ne peut pas aller jusqu'au bout de son évolution. Cela signifierait mettre en œuvre une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière, l'appelant à intervenir directement, sur son terrain, pour transformer la situation, en finir avec la régression sociale et reprendre le terrain perdu quel que soit le gouvernement en 2017. De fait, une nouvelle génération vient de commencer à en faire l'expérience, dans les entreprises ou parmi la jeunesse, c'est le principal acquis de ce mouvement du printemps.

Luttes syndicales, politiques, formuler une politique pour l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse

La droite et le patronat, s'engouffrant dans la brèche ouverte par Valls et Hollande, n'en finissent pas de faire de la surenchère contre les services publics, contre les 35h et contre les acquis des salariés en règle générale. Quel que soit l'avenir de la loi Travail, la situation pose le problème de préparer un affrontement à un niveau supérieur dans la période qui s'ouvre. De ce point de vue, le principal

acquis du mouvement est politique, en ayant renforcé la conscience de classe parmi les travailleurs et la jeunesse.

Un travail politique s'ouvre devant nous, parmi les travailleurs, dans les syndicats, pour en finir avec la politique du « dialogue social » et formuler une politique pour la lutte de classe dans la période qui vient. Ce travail signifie avoir une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière, tenant compte de son niveau de conscience, de son expérience, de sa confiance en sa propre capacité à transformer la situation.

Préparer la confrontation n'est pas une question de posture, d'appels pour « l'abrogation de la loi » alors que dans les faits les syndicats sont encore englués dans le « dialogue social ». Il s'agit aujourd'hui de formuler une politique globale face aux chantages patronaux, face aux attaques quotidiennes subies par les travailleurs dans tous les secteurs. Une politique qui fasse le lien justement entre ce qui se passe à PSA et la loi Travail et qui s'appuie sur l'aspiration à rendre les coups et la rupture avec le gouvernement.

De ce point de vue, même les syndicats comme Solidaires sont bien trop prisonniers des relations de l'intersyndicale et des rivalités d'appareils pour pouvoir formuler une politique d'ensemble qui prépare l'étape d'après, c'est-à-dire un affrontement plus important pour mettre un coup d'arrêt et revenir sur les reculs de ces dernières années.

Cela signifie poser les problèmes en termes politiques de qui dirige, de qui contrôle les richesses. Cela signifie aussi débattre largement d'un programme pour armer la lutte, qui ne se résume pas à des « propositions » qui entérinent le rapport de force dégradé dans lequel nous sommes aujourd'hui, mais qui incluent au contraire l'intervention directe des salariés sur la scène sociale et politique.

« Séparation du Medef et de l'Etat »... on fait comment ?

Le mot d'ordre de la « Séparation de l'Etat et du Medef » est apparu dans le cours du mouvement notamment en avril dans un appel issu des « nuitdebutistes » pour une journée où il s'agissait de « d'attaquer le Medef à coup de tomates », un gag symbolique certes, mais qui désignait les vrais responsables de la loi travail : « *prenons-nous en au véritable commanditaire, le MEDEF, au nom duquel nos droits et la démocratie sont foulés au pied [...] Mettons le Medef en accusation et imaginons ensemble ce que serait notre loi !* » (Appel du 21 avril).

La mobilisation des travailleurs a remis en lumière ce fait formulé dans le Manifeste de Marx et Engels que « le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière. ». Pour mettre un terme à cette situation, nous avons besoin de discuter avec tous ceux qui ont engagé cette bataille contre la loi travail, et plus globalement contre son monde, la société d'exploitation, comment le Medef, c'est-à-dire la représentation de la classe bourgeoise moderne, financière et industrielle, se soumet à l'Etat ; et comment vaincre cette soumission, pour les

La CGT discute depuis des années de la question du « statut du nouveau travail salarié », en expliquant que grâce à lui, un précaire ou un salarié licencié pourrait conserver son ancienneté et ses acquis. Mais face à une politique des patrons et des gouvernements visant à précariser l'ensemble des travailleurs, à quoi bon ce genre de « propositions » ! L'urgence est à créer le rapport de force pour imposer des mesures de défense des travailleurs, à commencer par l'interdiction des licenciements et de la précarité.

Sur le temps de travail, le débat sur les 32h lancé par la CGT est une bonne chose, mais là encore, on ne peut en discuter comme d'une « proposition » abstraite, quand patrons et gouvernement cherchent à faire exploser les 35 heures. La diminution du temps de travail est une mesure d'urgence pour les travailleurs, pour imposer le partage du travail entre tous face au fléau du chômage.

Enfin, il nous faut aussi débattre du contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises, de la dette, des détournements opérés par les capitalistes, à Panama où ailleurs. Nous rentrons dans une période où plus que jamais, les luttes syndicales font partie d'un tout, où les revendications économiques prennent un contenu politique plus global.

Comme le disait Rosa Luxembourg après les grèves de masse de 1905 en Russie : « *Il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière, l'une de caractère politique, et l'autre de caractère économique, il n'y a qu'une seule lutte de classe, visant à la fois à limiter les effets de l'exploitation capitaliste et à supprimer cette exploitation en même temps que la société bourgeoise* ».

Laurent Delage

« séparer » définitivement, conquérir la démocratie, le droit de décider de la marche de la société ?

Une machine rodée à servir les classes dominantes

Les parcours de nombreux politiciens montrent à quel point les hauts sommets des Etats et des bourgeoisies constituent un même milieu appartenant à la même classe sociale, animée des mêmes intérêts. Mais plus profondément, c'est la fonction même de l'Etat, depuis son apparition, que d'être l'outil de pouvoir de la classe dominante.

L'Etat n'a pas toujours existé. Les premiers Etats se sont construits comme le produit de la division sociale du travail et de la division de la société en classes il y a environ cinq mille ans. A travers une longue histoire de transformations et de révolutions, en même temps qu'ils organisaient et structuraient la société, ils ont concentré un certain nombre de fonctions dont les autres membres de la société étaient alors exclus : battre monnaie, lever l'impôt, faire la guerre, décider des lois, assurer « l'ordre »,

etc. Une minorité dominante construisait son outil pour renforcer sa domination.

Avec son ascension à partir de la Renaissance, la classe bourgeoise européenne des grands commerçants, banquiers et manufacturiers, engagea une bataille face à la noblesse pour se soumettre les Etats monarchiques. Ces premiers capitalistes, certains plus riches que les plus riches aristocrates, finançaient l'Etat en lui faisant crédit, ils exigèrent d'abord de peser au plus haut sommet, puis de diriger pleinement la société. Cette bataille a été au cœur de la Révolution française : l'Etat monarchique devenu incapable de faire face à ses créditeurs capitalistes espéra trouver une issue en convoquant les Etats généraux... ouvrant le processus qui aboutit à la Révolution, menée par les classes populaires, mais dont la grande bourgeoisie fut la bénéficiaire, détruisant l'Etat de la monarchie absolue, construisant son propre outil de direction de la société.

L'Etat bourgeois a beaucoup évolué depuis cette conquête. Sous la pression des luttes, il a dû céder des droits sociaux et démocratiques aux travailleurs et développer en son sein de nombreuses fonctions utiles à toute la société (santé, éducation...). Du côté de la bourgeoisie, le banquier, l'industriel, le grand propriétaire terrien, à la tête d'entreprises familiales ou par actions, sont devenus les dirigeants de multinationales gigantesques, captant l'argent de millions d'actionnaires, exploitant des centaines de milliers de salariés, luttant pour s'approprier des parts de marché à l'échelle du monde, utilisant les Etats pour leurs propres intérêts, construisant aussi de nouvelles structures interétatiques internationales à leur service aussi diverses que l'ONU, l'OTAN, l'OMC, l'UE, le FMI, etc. Toute l'histoire est là pour le démontrer, Etat et classe dominante ne font qu'un, il n'est pas possible de les séparer et l'on ne pourra en finir avec le pouvoir de la minorité qui tient les rênes de l'économie qu'en détruisant, désorganisant son instrument de domination.

L'état soumis à la bourgeoisie par la dette

Cette imbrication de l'Etat et de la classe dominante est d'autant plus forte que les bourgeoisies se sont soumises les Etats, y compris dans les vieilles citadelles capitalistes, à travers des rapports crus et directs, ceux du paiement de la dette publique.

Quel Etat aujourd'hui pourrait tenir plus d'un mois ou d'un trimestre sans recourir à l'emprunt pour payer ses dépenses courantes ? L'Etat français fait « *rouler sa dette* » prévoyant d'emprunter en 2016 près de 200 milliards, pour financer son fonctionnement... et rembourser près de 170 milliards des emprunts précédents, dont 44,5 milliards pour les seuls intérêts. Cette vis sans fin assure aux capitalistes une rente permanente et leur permet de dicter à l'Etat les politiques d'austérité : faire des économies sur le dos de la population pour assurer le paiement des intérêts.

A cette subordination directe au capital financier, s'ajoutent les mille et une règles et relations qui font que

les hauts cadres de l'Etat, dans l'armée, la police, l'administration fiscale, la préfectorale, etc. se recrutent dans les sphères de la bourgeoisie, quitte à coopter quelques intrus venus des classes populaires qui s'adapteront au moule dominant. La hiérarchie de l'Etat reproduit, des sommets jusqu'aux sans grades, le modèle hiérarchique des entreprises capitalistes, permettant à la bourgeoisie de pouvoir compter sur cet instrument de domination... tant qu'il ne craque pas.

C'est à cet Etat qu'on fait face aujourd'hui. Militer pour sa « séparation » avec la classe dominante actuelle signifie en réalité détruire toute cette hiérarchie, construire un Etat au service des classes exploitées, issu de leurs luttes et mobilisations, dirigé et contrôlé par elles et en finir avec le mécanisme de domination le plus direct, celui de la dette.

« Conquérir la démocratie »... réforme ou révolution

« *Séparer le Medef de l'Etat* » consistera à stopper la pompe à finance, cette machine à capter la richesse collective par le mécanisme des taxes et des impôts pour la redistribuer ensuite à la classe capitaliste par celui du remboursement de la dette.

Mettre fin à cette domination nécessite d'imposer des mesures de rupture anticapitalistes : l'annulation de la dette, l'instauration d'un monopole public bancaire, l'expropriation du secteur financier, et plus largement de l'ensemble du système de production capitaliste (industrie, agriculture, commerce).

Impossible d'envisager une telle perspective sans un instrument à la fois puissant et démocratique, permettant aux classes travailleuses, ouvriers et employés, sans emplois, paysans et artisans pauvres, d'exercer leur pouvoir pour imposer de telles mesures. L'Etat actuel, produit de siècles de domination et d'exploitation, qui a proclamé dès la Déclaration de 1789 la défense du droit de propriété, ne peut pas être l'outil de cette transformation. Bien au contraire, avec sa police, son armée, il fera tout pour s'y opposer.

Il ne s'agit donc pas pour nous, anticapitalistes et révolutionnaires, d'envisager de prendre des positions au sein de l'Etat avec l'illusion de pouvoir le changer de l'intérieur. Cette perspective des dirigeants de la gauche radicale, comme Jean-Luc Mélenchon, avec son projet de « révolution par les urnes » pour changer la constitution, la « 6^{ème} République », implique de prétendre que l'Etat serait en dehors des rapports de classe, ou au-dessus, qu'il suffirait de lui donner une bonne direction pour servir les intérêts des classes populaires. C'est aussi ce que défendait Frédéric Lordon pendant le mouvement (voir par exemple le débat avec Jean-Pierre Mercier de LO, animé par Daniel Mermet).

Il n'est pas étonnant d'ailleurs que cette perspective réformiste qui n'envisage pas la destruction de l'Etat se combine avec des projets souverainistes, défendant l'Etat national comme une protection contre le capitalisme... voire contre la « *domination allemande* » brandie par Mélen-

chon avec des relents xénophobes insupportables. L'affaiblissement des Etats nationaux est le produit de la contradiction entre un capitalisme qui exige que la concurrence s'exerce à l'échelle du monde sur des marchés ouverts et le besoin des bourgeoisies de conserver des Etats, leurs outils de domination qui restent appuyés sur des bases nationales. Cette crise est un des éléments qui rendent possible la construction d'un monde sans frontières. Certes, dans la situation actuelle de décomposition sociale, on peut bien comprendre l'argument de Frédéric Lordon qui craint cet affaiblissement des Etats, « *le monde sans Etat n'est pas le monde des associations, il est le monde des bandes. Seul le vertical contient la violence dans un groupe nombreux* » (dans son livre *Impérium*). Mais l'Etat est lui-même le règne d'une bande bien organisée qui a provoqué cette décomposition et qu'il s'agit de vaincre.

La seule issue positive pour les classes populaires ne pourra venir que de leur intervention pour « *conquérir la démocratie* » comme l'écrivaient Marx et Engels dans le Manifeste.

Prétendre qu'on pourrait être « *dans et contre l'Etat* » comme l'expliquait de façon ambiguë un article paru dans *L'Anticapitaliste* (*Dans ou contre l'Etat ?*, 9 juin 2016) est une vue de l'esprit, un compromis entre la politique des réformistes et celle des révolutionnaires. Bien sûr, les révolutionnaires utilisent les institutions, les droits démocratiques que la bourgeoisie a concédés au monde du travail. Ils sont candidats pour être les représentants des travailleurs dans les conseils municipaux, régionaux, au Parlement. Mais cela n'a rien à voir avec le fait d'être

« dans l'Etat ». Nous menons ces tâches militantes pour être utiles à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, pour qu'elles servent à construire des contre-pouvoirs, à encourager le monde du travail à s'organiser par lui-même, en toute indépendance des institutions, contre elles.

Si on veut la « *séparation du Medef et de l'Etat* », il nous faut une stratégie qui vise dans le même mouvement la destruction de l'Etat actuel et la construction d'un nouvel Etat démocratique du monde du travail. Il n'y a pas de commutation possible d'un Etat bourgeois vers un Etat des travailleurs.

Cela passe par militer, au cœur même des mobilisations, pour construire des instruments démocratiques pour que les travailleurs dirigent eux-mêmes leurs luttes, exercent leur pouvoir de décision, d'organisation, d'action. Ces contre-pouvoirs, assemblées, comités de lutte, comités de grève, qui doivent faire face dès leur apparition à la répression de l'Etat, le mouvement l'a largement montré, seront les premiers éléments pour une prise en main des lieux de travail, des lieux de vie, un contrôle démocratique de la production, un pas vers les structures d'un véritable pouvoir des travailleurs, suffisamment organisé et développé pour renverser l'Etat de la bourgeoisie. Il ouvrira la perspective d'une société débarrassée de l'exploitation, sans classe et sans Etat où l'administration des hommes cédera la place à l'administration des choses pour reprendre la formule de Marx.

François Minvielle